

ALERTE

la
cgt

Une force
à vos côtés

À REGICOM, IPS, ADREXO, OUEST-FRANCE, CMM...

Une association pas si humaniste que ça...

Le groupe Sipa-Ouest France dépend de l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste*. « La gardienne du temple » d'après François-Régis Hutin... De quel temple veut-il parler ? Du temple du libéralisme ? De l'exclusion sociale ? De l'hypocrisie peut-être ? A coup sûr, le temple de M. Hutin abrite un peu tout ça... Avec sans aucun doute un poil de cynisme planqué à la sacristie ! Car du cynisme il en fallait pour construire cette machine à fabriquer de la misère et de la précarité en usant de mots tels que soutien, principes, démocratie et humanisme !

« Une association pour se prémunir de tous les prédateurs extérieurs ou intérieurs » ** nous dit-il. Mais comment les salariés du groupe Spir peuvent-ils se prémunir de M. Hutin ? Certainement pas avec l'aide des actionnaires regroupés dans la filiale PREPART en tout cas... Si comme l'affirme M. Hutin, l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste est « une association à but non-lucratif » qui « ne distribue pas de dividendes », ce n'est pas le cas de PREPART chargée de répartir les richesses produites par les salariés du groupe à quelques 260 actionnaires.



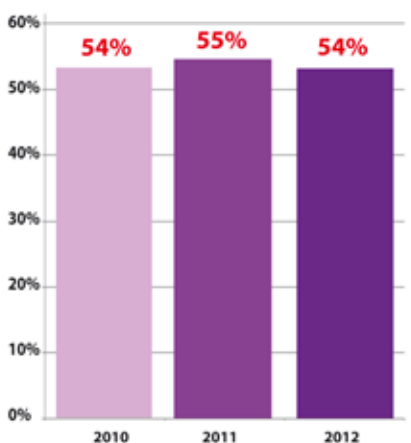
François-Régis Hutin PDG du groupe Sipa Ouest-France.

Plus de 130 millions d'euros de dividendes entre 2001 et 2008 !

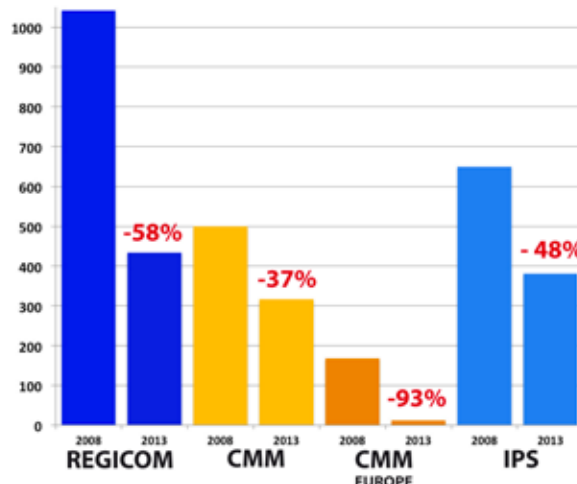
Dans toutes les entreprises du Groupe, les salariés sont en risques psychosociaux dus à des plans de licenciements successifs ou à de continuelles annonces de fermeture de sites. Pour les distributeurs d'Adrexo ou les porteurs du journal Ouest-France, ce sont les salaires de misère et les conditions de travail d'un autre âge qui les usent, années après années. Où est votre humanité M. Hutin ? Peut-être ne lui donnez-vous pas la même définition que le Larousse ?

UN BILAN SOCIAL CATASTROPHIQUE

UN TURN OVER RECORD
CHEZ LES DISTRIBUTEURS D'ADREXO



DES EFFECTIFS EN FORTES BAISSSES DE 2008 à 2013



Retournez dans les ateliers M. Hutin, accompagnez les forçats des boîtes aux lettres dans leur tournée journalière, dialoguez avec vos salariés, et peut-être que vous prendrez conscience de l'antinomie qui existe entre le nom de votre chère association et le but véritable de vos entreprises.

***Humanisme** : Philosophie qui place l'homme et les valeurs humaines au-dessus de toutes les autres valeurs. (Larousse.fr)

****Source** : article publié le 9 septembre 2010 sur Lefigaro.fr (<http://lc.cx/cDg>).

UN PÔLE PRESSE EN DÉCLIN : À QUI LA FAUTE ?



Toutes les formes de presse écrites sont actuellement touchées par des baisses de diffusion et des chutes vertigineuses de recettes publicitaires, Ouest-France n'y échappe pas. Auparavant, la publicité produisait environ 60 % du CA, quand le CA vente était de 40%. Aujourd'hui le ratio se situe plutôt autour de 30 % pour la publicité et 70 % pour les ventes. Et augmenter le prix du « canard » indéfiniment est inconcevable en terme de « compensation ».

Alors, pour pallier les résultats d'exploitation négatifs depuis deux ans, la direction de Ouest-France a commencé à demander aux journalistes de travailler plus, en « donnant » des jours à la rédaction. Elle a aussi lancé des plans de

baisse des frais ici où là et gelé les salaires. En octobre 2013, elle a lancé un PSE qui toucherait les employés, les ouvriers et les cadres (150 personnes). Objectif : les faire adhérer à un plan de départ volontaire, avec 80 % du salaire payé en partie par les allocations chômage. Vraisemblablement très peu de volontaires adhéreront à ce plan. En tout cas, François Régis Hutin, lors d'un CE, l'a redit : « *les frais de personnel sont trop élevés, il faudra donc y remédier.* » C'est donc une nouvelle ère qui s'annonce dans le premier quotidien de France.

Alors que la direction ne fait que pointer les coûts salariaux, la CGT dénonce aussi l'immobilisme éditorial de la rédaction, son manque d'innovation et d'investissement dans des secteurs comme le numérique, par exemple.

Le numérique ne rapporte pas ? Les patrons de presse ne sont-ils pas capables de s'organiser pour enfin proposer au niveau national des

solutions simples et concrètes en matière d'offres publicitaires sur la toile ? Mais peut-être que le vieillissant conseil d'administration de Ouest-France y réfléchit... Nous doutons cependant que ce dernier, avec une moyenne d'âge de 79 ans, se penche assidûment sur la question du numérique !

C'est parce que tous les salariés du Groupe ne veulent plus entendre les mots licenciement, PSE, réorganisation, restructuration, que nous alertons les Conseils d'administration des différentes entités du Groupe en leur disant : **mettez-vous au boulot plutôt que de mener des politiques de baisse des charges qui ne mènent irrémédiablement qu'au fond du gouffre !**

En n'ayant pas su préserver le pluralisme et l'indépendance de l'information, ni anticiper les évolutions, cette crise de la presse est de votre faute ! Ce n'est pas aux salariés de payer maintenant vos dégâts.

FOCUS SUR LES FILIALES DE SPIR...



LA LOCOMOTIVE DE SPIR EST EN PANNE



Acteur majeur de la diffusion d'imprimés publicitaires en France. Cette société réalise la majeure partie du chiffre d'affaires de SPIR Communication.

Depuis 2011, Adrexo connaît des résultats en baisse liés à une dégradation du volume des imprimés publicitaires, à une guerre tarifaire suicidaire avec son concurrent Mediapost (les 2 sociétés sont en perte). Il est nécessaire de mettre en avant de mauvaises décisions comme par exemple l'obligation de vendre Adrexo Colis pour 1 euro symbolique (cette cession pèsera d'ailleurs lourdement sur les comptes d'Adrexo jusqu'en 2016 avec 3 à 4 millions d'euros de perte par an) ou l'épisode Adrexo Mail : près de 30 millions de trésorerie envolée en fumée.

Afin d'assurer sa pérennité, la société essaie tant bien que mal de se diversifier dans le digital avec promodéclit.fr (site de référence des catalogues et des informations magasins).

RISQUES SOCIAUX

Les litiges prud'homaux représentant des montants colossaux mettent en



péril de plus en plus ses comptes. Il est nécessaire d'ajouter que le « turn over », à hauteur de 54 %, est catastrophique. La relance de la mécanisation des poignées (30 à 40% de salariés en moins) et la baisse des commandes vont assombrir l'avenir et produire de la casse sociale.

La variable d'ajustement de la direction se fait sur le dos de salariés à temps partiel et les plongent de plus en plus dans la précarité. La CGT condamne fermement ces pratiques d'un autre temps.

LE BON ELEVE DE SPIR

CarBoat
&
media

Joyau de Sipa Ouest constitué d'un conglomérat de cinq sites internet comme LaCentrale.fr (annonces voitures d'occasions), Promoneuve.fr (annonces voitures neuves), Caradisiac.com (forum de discussion sur l'automobile), Annoncesbateau.com (annonces bateaux), Lacentredessai.fr (vente de fichiers qualifiés aux distributeurs).

C'est le bon élève de Spir Communication. En 2009, Car&Boat Media arrête le magazine *La Centrale* et réussit sa mutation numérique. Depuis plusieurs mois, la rumeur circule sur une vente probable de cette filiale pour permettre à Spir de dégager du cash.

IMPRIMERIES
ips

LE MARTYR DE SPIR

Impression presse et labeur, IPS imprime une partie des supports publicitaires d'Adrexo, des magazines pour *Top Annonces*, et de *Logic-Immo*. Mais depuis 2009, IPS vit un véritable cataclysme accumulant baisse de chiffre d'affaires et pertes en cascade. Cette situation est liée à des erreurs stratégiques, des investissements hasardeux ordonnés par le pôle média (errance des différentes formules de *Top Annonces* et de l'acquisition de nouvelles rotatives) et l'effondrement de la presse gratuite et des périodiques. Saviez-vous que plus de 12 millions d'euros de commandes sont externalisés hors d'IPS dans le Nord de la France, en Belgique et en Espagne à cause de la courte vue de nos dirigeants.

RISQUES SOCIAUX

IPS a subi 4 plans sociaux depuis 2008 avec des fermetures de sites à la clé. Les dividendes qu'IPS a versé aux actionnaires ont lourdement hypothéqué son avenir. En effet, 56 % de ses résultats opérationnels ont été aspirés par les actionnaires, privant ainsi IPS d'investissements vitaux pour sa survie. Les salariés craignent que les investissements importants de Ouest France sur deux nouvelles rotatives mixtes (labeur le jour et presse la nuit) en Bretagne leur nuisent. Cette décision, qui déshabille Pierre pour habiller Paul, pourrait signer l'arrêt de mort d'IPS.

Aucune perspective d'avenir n'est donc donnée aux salariés, sauf à attendre le prochain plan social. La CGT est convaincue qu'il n'y a pas de fatalité et demande un plan d'investissement judicieux ainsi que des formations pour faire face aux défis de demain et pérenniser les emplois.

regicom

L'EPICENTRE DU PROCHAIN TREMBLEMENT DE TERRE

Régie publicitaire commercialisant deux magazines gratuits : *Top Annonces* (90 titres qui se cherchent) et *Félicity* (3 titres) plus qualitatif avec une formule expérimentale, un site web (topannonces.fr) dont l'audience est médiocre et les investissements modestes, et la vente de mots clés sur le moteur de recherche Google où la société connaît quelques succès. La situation de cette filiale est préoccupante. Regicom a connu un plan social violent en 2010 avec le départ de plus de 180 salariés.

Les craintes des salariés sont justifiées. Cette filiale connaît un résultat déficitaire depuis 2009. Le scénario catastrophe de la Comareg se profile de plus en plus. Le modèle *Paru Vendu* est à nos portes (758 salariés dans cette entreprise en 2011, 73 seulement aujourd'hui). Le projet de redéploiement de Regicom du print vers le numérique (web agency) que veut imposer la direction de Spir va avoir des conséquences sociales.

RISQUES SOCIAUX

Regicom sera-t-il l'épicentre du tremblement de terre social qui se prépare dans les cabinets noirs de Sipa Ouest-France ? Le tout numérique, sans nouveaux produits performants collant à la fois aux attentes des annonceurs et des internautes est une chimère qui se traduira par une catastrophe sociale.

La CGT demande des engagements sur un projet d'avenir préservant les emplois et un plan formation ambitieux à l'inverse d'un scénario catastrophe qui se solderait par de nombreux licenciements.

UN MANQUE D'INVESTISSEMENT POUR CONSTRUIRE DEMAIN...

concept
multimedia

Thématiques immobilières avec 34 éditions gratuites de *Logic-Immo*, deux magazines payants (*Demeures & Châteaux* et *Lux-Résidence*) et trois sites web (Logic-immo.fr, Lux-résidence.com, et Demeures et Chateaux.com).

CMM est une activité conjoncturelle soumise aux chocs des crises immobilières. Cette société a connu le premier plan social de son histoire en 2009.

De 2009 à 2011, CMM s'est désengagé de ses activités à l'international impactant de fait ses résultats financiers.

Aujourd'hui, CMM entre dans une période trouble. La baisse de 30% de revenus de ses clients (depuis 2011) et la fin du partenariat avec *Le Bon Coin* qui risque de produire de nombreuses conséquences négatives à commencer par la chute du chiffre d'affaires. Des investissements marketing et publicitaires importants ainsi que la création de nouveaux produits et services innovants sont la seule planche de salut à même de jouer le rôle d'amortisseur. Mais le plan d'économie imposé à l'ensemble du groupe pourrait limiter son intensité en hypothéquant l'avenir de CMM.

RISQUES SOCIAUX

La migration digitale de Regicom pourrait gravement toucher les équipes de merchandisers distribuant le magazine *Top Annonces*. En effet, en 2009, plus de 40 salariés supplémentaires ont été embauchés pour cette mission.

De plus, la fin du partenariat avec *Le Bon Coin* pourrait dégrader les résultats de CMM à partir de 2015 et avoir des conséquences négatives sur l'emploi. La survie de CMM passe par des investissements marketing et publicitaires conséquents sur la marque Logic-Immo.com afin de rivaliser avec les deux premiers sites immobiliers du secteur.



RENCONTRE DE LA CGT AVEC LOUIS ECHELARD

« On grille de l'argent, il faut que cela s'arrête et il faut aller vite ! »

Extraits de notre rencontre avec Louis Echelard, PDG de Sipa Ouest et Spir Communication

« La situation de Regicom n'est pas très bonne. Cette filiale se dirige vers un exercice très déficitaire pour 2013. Tous les produits print sont à la peine. On augmente la périodicité car on a du mal à boucler les magazines. Regicom ne recule pas seulement à cause de la conjoncture, mais aussi à cause des nouveaux usages. C'est la raison pour laquelle, cette société va évoluer vers le numérique. Mais, lorsqu'on produit dix euros de revenus sur le papier, on n'en produit qu'un sur l'internet. Cela se traduit donc par une forte destruction de valeurs. Mais il faut signaler une forte difficulté à accélérer la percée sur le numérique. Cette situation est préoccupante car il y a moins de papier à

imprimer chez IPS, moins de primes chez les commerciaux etc. Force est de constater qu'on a dépensé beaucoup d'argent pour Regicom et ces dépenses se sont faites au détriment des autres filiales ».

Louis Echelard évoque la situation déficitaire d'Adrexo liée à sa concurrence intensive avec Médiapost et la convention collective (sic!). De plus, les engagements pour 4 ans pris lors de la cession d'Adrexo colis (sous-traitance de la distribution sur les zones les moins rentables) génèrent 4 millions de pertes par an. D'après notre Pdg, « Spir ne peut pas supporter deux foyers de pertes importants en même temps (Regicom + Adrexo) ».

« La situation est plus grave que prévu. Des réflexions sont engagées dans toutes les filiales de Spir. Il n'y a pas pour le moment de décisions prises. La solution n'est pas

entité par entité, mais il faut trouver l'intelligence de saisir des synergies entre les filiales. On grille de l'argent, il faut que cela s'arrête et il faut aller vite ».

Notre syndicat souligne la différence de traitement entre les filiales du groupe Ouest France et Spir avec les instances représentatives des personnels et les disparités de respect du droit du travail.

Le pdg précise « Thierry Vallenet est arrivé pour renforcer le dispositif. Il sera en charge direct de Regicom, d'IPS, des finances et des ressources humaines (CIP). Au cours de sa carrière, il a eu en charge des dossiers très compliqués. Cependant, il a un cahier des charges afin de trouver les meilleures solutions sociales ».

Le message du Pdg est clair. A bon entendre...



THIERRY VALLENET LIQUIDATOR ?

La mission de Thierry Vallenet, contrairement à Jean-Michel Neyret, est de conduire de façon opérationnelle les « transformations » du groupe Spir pour arriver à une situation bénéficiaire autour de deux axes : développement des activités numériques et amélioration de l'efficacité des processus et des organisations (terme pudique pour parler de restructurations). Son temps est compté, puisqu'il doit montrer des résultats avant fin 2014.

Un manager de haut vol donc. Sa spécialité est-elle de transformer les salariés en chômeurs ?

AVEC



- AGISSEZ POUR L'EMPLOI ET VOS DROITS
- ORGANISEZ-VOUS AVANT LA TEMPÊTE QUI ARRIVE...



**Coordination Sipa Ouest
spircgt@filpac-cgt.fr**



cgteo@ouest-france.fr



pub@infocomcgt.fr

www.facebook.com/infosSPIR



filpac.cgt.adrexo@gmail.com

LA CGT ET SI J'Y ÉTAIS ?



<http://lc.cx/ozx>

Blank area for SIGNATURE :

- REMARQUES :**
- Les zones jaunes sont à remplir par l'adhérent
 - Ne pas oublier de joindre un RIB du compte à débiter

Blank area for DATE :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
TENEUR DU COMPTE À DÉBITER

Blank area for establishment name and account holder address.

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

COMpte À DÉBITER :

Blank area for debtor name, address, and account details.

Établissement	Guichet	N° de compte à débiter	Clé RIB
---------------	---------	------------------------	---------

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR : 007625

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER

INFO'COM-CGT

4 rue Guyton de Morveau - 75013 Paris

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier, désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.





NOM :
PRÉNOM :
DATE DE NAISSANCE :
ADRESSE POSTALE :
CODE POSTAL : **VILLE :**
PORTABLE :
TÉLÉPHONE FIXE PERSONNEL :
COURRIEL PERSONNEL :
COURRIEL PROFESSIONNEL :
CONVENTION COLLECTIVE :
 PRESSE ÉDITION PUBLICITÉ
 SYNTEC (CONSEIL, NUMÉRIQUE...) INDUSTRIES GRAPHIQUES/LABEUR
 AUTRE - Préciser :
STATUT :
 JOURNALISTE CADRE AGENT DE MAÎTRISE
 EMPLOYÉ OUVRIER AUTRE - Préciser :
QUALIFICATION :



NOM :
ADRESSE POSTALE :
CODE POSTAL :
VILLE :



À la CGT la cotisation est de 1% du salaire net (soit 13 prélèvements répartis sur 12 mois). Exemple, pour un salarié gagnant 2000 euros par mois net, sa cotisation est de 20 euros/mois.

La cotisation à la CGT permet de financer l'activité syndicale. Financer une réunion, une initiative, une mobilisation, une manifestation, une action juridique... La cotisation permet à tous les acteurs de la CGT de jouer leur rôle et de défendre ses adhérents. Verser une cotisation est le plus sûr moyen d'assurer notre indépendance vis-à-vis des employeurs ou des institutions. Elle garantit notre liberté de ton et d'action.

Montant de ma cotisation :
 euros/mois

DATE : **SIGNATURE :**

LIBERTÉ
 L'adhésion à Info'Com-CGT est sans engagement de durée. Le prélèvement peut être suspendu ou arrêté à tout moment, sans frais ni préavis.

CONFIDENTIALITÉ
 Votre adhésion au syndicat est un acte individuel qui est strictement encadré par la loi. Ainsi l'adhésion n'est, en aucun cas, communiquée à l'employeur ou à quelque organisme que ce soit en dehors de la CGT.
 Vous avez le choix de faire savoir ou non votre appartenance à la CGT, mais cela ne fera jamais l'objet d'une communication de notre part.

CRÉDIT D'IMPÔT
 Tous les ans, vous pouvez déclarer les sommes versées au titre des cotisations syndicales sur la déclaration des revenus (case 7AC et 7AE pour le conjoint). Ainsi, vous bénéficierez d'un crédit d'impôt permettant de récupérer 66% des sommes versées.
 Exemple, sur une cotisation versée de 20 euros par mois, vous récupérez près de 14 euros par mois.

CADRE RÉSERVÉ AU SYNDICAT
 N° adhérent :
 Date d'admission :
 Accès :
 Cogitiel :
 Courrier d'accueil :
 Mandat entreprise :
 Mandat syndical :